

Pierre GENEVIER
18 rue des Canadiens, APT 227
86000 Poitiers
Tél.: 06 22 72 96 69; Courriel: pierre.genevier@laposte.net

M. François Hollande, Président
M. Jean-Marc Ayrault, Premier Ministre

Poitiers, le 25 avril 2013

Objet: Plate-forme de propositions présentée à l'Assemblée Générale des Nations Unis (AGNU) ; candidature au poste de Secrétaire Général de l'ONU (SGNU) ([PJ no 1](#)) ; et copies des lettres que j'ai envoyées à Mme Taubira et M. Sapin le 18-3-13 ([PJ no 2](#)) et à Libération le 25-4-13 ([PJ no 3](#)). [la version pdf de cette lettre est à <http://pgenevier.luporz.com/npdf2/let-pres-pm-1-25-4-13.pdf>]

Cher Monsieur le Président, Cher Monsieur le Premier Ministre,

Je me permets de vous écrire pour vous demander votre soutien et celui de la France pour ma candidature au poste de Secrétaire Général de l'ONU [en remplacement de M. Ban Ki-moon (68) que l'on doit aider à montrer l'exemple dans le domaine du respect envers les nouvelles générations en l'encourageant à ne pas terminer son 2ème mandat comme le pape l'a fait, je crois] et surtout pour réaliser les propositions de la plate-forme que je défends et qui sont urgentes et extrêmement importantes pour le monde entier, y compris la France. J'ai résumé mes propositions dans la lettre que j'ai écrites à Mme Taubira et M. Sapin le 18-3-13 ([PJ no 2](#), p. 6-7) et je suis revenu plus en détail sur ces propositions et sur le processus intellectuel qui m'a conduit à les faire dans ma lettre à Libération du 25-4-13 ([PJ no 3](#), p. 9-11).

Mes 2 courriers ([PJ no 2](#) et [PJ no 3](#)) parlent aussi de **la malhonnêteté** du système d'aide juridictionnelle (AJ) en France et de l'obligation du ministère d'avocats, et de plusieurs injustices dont j'ai été victime en France et aux USA et qui m'ont handicapé dans mon travail (notamment depuis mon retour en France) et m'ont empêché de vous contacter plutôt. L'an dernier, de toute façon, vous avez été sûrement très occupé avec votre élection présidentielle, votre entrée en fonction, et les nombreux problèmes urgents auxquels vous avez du faire face, donc ce n'aurait peut-être pas été l'idéal pour vous [votre prédécesseur, M. Sarkozy, avait reçu une copie de ma lettre de candidature en janvier 2011 ([PJ no 1](#)), ainsi que l'ambassadeur de France à l'ONU, mais il avait choisi de l'ignorer, et les français ne se sont pas laissés tromper par quelqu'un qui ignore des propositions critiques pour le monde et la France]. Bien sûr ma candidature n'est pas arrivée comme cela par hasard, elle est le résultat d'un travail intellectuel long et rigoureux que l'ANPE m'avait demandé de faire il y a environ 20 ans , et dont le résumé apparaît aussi dans une série de lettres que j'ai envoyées aux Chefs d'Organisations Internationales et aux Chefs de Gouvernement du G8 entre 1999 et 2011 (voir proposition de livre, [PJ no 4](#)).

1) Ce qui pourrait se passer si on ne réalisait pas les propositions que j'ai présentées à l'ONU.

Plutôt que de revenir sur les bénéfices de mes propositions pour la communauté internationale et sur mes motivations pour les faire qui sont décrits dans ma lettre à Libération ([PJ no 3](#)), j'aimerais essayer de vous décrire assez brièvement ce qui pourrait se passer si 'nous' ne réalisions pas ces propositions urgentement. D'abord, **dans le domaine de l'internet**, cela fait presque 8 ans maintenant, depuis le fiasco du WGIG en 2005, que très peu de progrès sont faits dans le domaine de la gouvernance de l'internet, et si l'on ne justifie pas la création d'une nouvelle IO comme je le fais dans ma plate-forme (notamment en mettant en avant la possibilité que cette organisation aurait de

développer et maintenir des applications internet globales qui pourraient nous aider à résoudre nos problèmes globaux), je doute que la situation ne change **pour longtemps encore**, et je crains qu'on s'ôte aussi la possibilité d'utiliser l'internet plus efficacement pour résoudre nos problèmes globaux à (long) moyen terme [10 ans au minimum car il faudra du temps pour créer cette organisation et développer les premières applications]. Ce qui résulterait en très peu de progrès fait dans de nombreux domaines comme la lutte contre la pauvreté et contre le réchauffement climatique, ou l'économie.

Dans le domaine de l'économie, dans sa préface du livre de M. Giraud, M. Lamy pointe du doigt '*la question fondamentale de la recherche d'une alternative au capitalisme de marché*', et si nous nous engageons pas dans cette recherche à travers l'ONU qui seule peut atteindre le résultat qu'il faut, là encore très peu de progrès seront fait dans le domaine économique, notamment dans la lutte contre les inégalités et leurs nombreuses conséquences (voir '*le prix de l'inégalité*' de M. Stiglitz). A la vue des difficultés que vous avez à renverser la tendance dans les domaines de la croissance, de la dette et du chômage, entre autres, et même pour faire passer la loi des 75% que vous aviez initialement prévue de passer, il y a de fortes chances que vous pensiez que notre système économique n'est pas la Rolls Royce dernier cri que vous vous attendiez à prendre en main juste après l'élection, mais plutôt une vieille '*deux chevaux*' (ou même une '*traction*') avec laquelle vous n'arrivez même pas à passer la seconde.

Et si les résultats économiques que vous espérez n'arrivent pas aussi vite que vous l'aimeriez comme cela se passe en ce moment, les français comprendront plus facilement votre échec si, parallèlement, vous avez engagé la France et le monde dans une réforme profonde à long terme de notre système économique devant l'ONU pour le bien de tous. De plus, s'engager dans une telle réforme remontera le moral des Français et des habitants du monde qui sont sûrement fatigués d'entendre parler des crises à répétition (et de leurs conséquences, chômage, rigueur,...) et de l'impossibilité de les prévenir. Les gains politiques que vous pourriez tirer de cette proposition ne sont bien sûr pas la première raison pour laquelle vous devez supporter cette proposition, **la première raison est que le vieux système économique** (qui date du 19ème siècle voir même avant) **est de plus en plus inefficace** et doit être changé urgentement **pour prendre en compte les nouvelles contraintes de notre société moderne** (démocratique, mondialisée, respectueuse de l'environnement et des droits de l'homme). [La recherche d'une alternative au capitalisme de marché **n'est pas l'adoption** d'une alternative au capitalisme de marché, donc aucun pays ne peut honnêtement rejeter cette proposition, je pense].

Dans le domaine de la lutte contre le réchauffement climatique et contre la pauvreté, c'est un peu comme pour l'internet, le fiasco de Copenhague a gelé tout progrès pour des années car il y a peu de chances que les leaders du monde entier ne reviennent à la table des discussions comme ils l'avaient fait à Copenhague, avant longtemps après ce qui s'est passé. Et en plus, je ne pense pas qu'il y ait de solutions viables qui pourraient les convaincre de la moindre chance de succès **si l'on ajoute pas d'objectifs de réduction de la pauvreté à nos objectifs de diminution de nos émissions de gaz à effet de serre**. Donc là encore, la seule chance que nous ayons de relancer le processus est de proposer de joindre les 2 problèmes ensemble et de les attaquer dans le cadre d'une stratégie globale comme celle que je propose ; ne rien faire aurait, je crois, des conséquences catastrophiques pour le monde entier (je sais que vous ne seriez plus président quand cela se passera, mais vous avez sûrement à cœur de bien faire votre travail, y compris les plans et actions à long terme).

Dans le domaine de la justice, il y a 2 possibilités, je crois : **(1)** soit Libération ou un autre journal parle de la malhonnêteté de l'AJ ... et plus généralement de la justice, que je décris dans mes lettres à Mme Taubira et à Libération, et dans ce cas là, vous n'aurez probablement pas d'autre choix que d'engager une réforme au moins de l'AJ (et de l'obligation du ministère d'avocat), et le faire dans le cadre de

la plate-forme que je propose, vous donnerez des options supplémentaires et serait bon pour le monde entier (les USA ont absolument besoin de réformer leur système de justice et leur institution, et c'est important de les encourager et de les aider ; comme l'explique M. Stiglitz dans son livre récent, et je l'ai moi même mentionné dans mon courrier à l'UNGA de 2010, le système politique aux USA est difficile à réformer pour de nombreuses raisons) ; **(2)** soit personne, aucun journal ou média que j'ai contacté, et aucun des politiciens (ou des parties politiques représentées à l'Assemblée Nationale) n'en parle, et là bien sûr vous n'aurez aucune pression de faire de réforme, **mais vous tromperiez les français, voleriez les pauvres et n'aideriez pas nos amis américains** qui en ont tant besoin, et tous les autres pays (moins riches) qui en ont aussi besoin.

Enfin, en ce qui concerne **le désarmement nucléaire**, les sanctions font sûrement beaucoup de mal à l'Iran, mais, même en prenant cela en compte, je ne vois pas pourquoi ils abandonneraient leur droit à enrichir l'uranium, surtout si les pays riches comme les US ne font aucun effort pour respecter l'environnement et pour améliorer la situation du monde en se réformant, donc si nous ne changeons pas de stratégie (la stratégie des sanctions...), des frappes sur les sites nucléaires iraniens de la part d'Israël sont **presque** certaines (surtout si le successeur de M. Ahmadinejad lui ressemble), ainsi que la guerre que promet l'Iran en représailles. Bien sûr c'est loin de chez nous, mais ça pourrait durer longtemps et plus aucun progrès ne sera fait dans aucun domaine au niveau international, et notre économie en souffrirait aussi sûrement (comme elle souffre sûrement un peu de la dernière guerre en Irak, des printemps arabes et de la situation en Syrie). Pour la Corée du Nord, après ce qui s'est passé en Libye, il y a aussi très peu de chance qu'ils abandonnent leurs efforts pour améliorer leurs armes nucléaires si les USA ne font pas d'efforts pour se réformer (la justice, ce n'est pas une priorité pour les USA pour l'instant, je le sais et ils le savent).

Les USA et la France doivent montrer plus de respect envers les petits pays ou '*les pays que l'on aime pas*' par principe, et doivent être plus humbles (en ce qui concerne la perfection de leur société). Au moins 5 footballeurs de moins de 35 ans en France gagnent plus d'argent **en un an** que le ministre le plus riche de votre gouvernement (M. Fabius) **a accumulé en tout une vie de politicien bien réussie** puisqu'il a été premier ministre et plusieurs fois ministre (!) et avec un bon héritage, il semble. Notre société (qui n'est pas 'sustainable' durable) est très loin d'être parfaite dans de nombreux domaines, et si elle l'était (parfaite), ce ne serait pas si difficile de convaincre les dictatures ... de la copier. Donc la meilleure façon d'aider les pays pauvres et les dictatures, pour l'instant, c'est d'améliorer encore plus notre société, pour qu'ils n'aient aucun doute de ses bienfaits, et de le faire devant l'ONU pour qu'ils aient envie de faire la même chose avec leur société et pour qu'ils sachent quoi faire, et aussi pour montrer un peu plus de psychologie envers ces pays.

J'oubliais que dans le domaine du développement, nos objectifs du millénaire se terminent en 2015 et que pour l'instant nous n'avons encore rien pour les remplacer, il semble, et que ce serait bien que la France propose une plate-forme (une nouvelle stratégie) pour estimer de nouveaux objectifs pour le monde entier et donner de l'espoir à des milliards de personnes. Je pense donc que ma candidature au poste d'UNSG est légitime pour plusieurs raisons [**j'ai travaillé pendant plus de 20 ans sur les problèmes de l'ONU** ; je connais bien les problèmes de la pauvreté et je pourrais donc bien défendre les intérêts des pauvres comme un UNSG doit le faire ; j'ai tenu informer l'AGNU de mon travail et des difficultés que j'ai rencontrées pendant plus de 10 ans, et les membres de L'AGNU ont donc pu voir que les graves difficultés que j'ai rencontrées et que m'ont causées, entre autres, 2 grands pays, ne m'ont pas empêché de continuer à travailler sur mes propositions qui, de toute évidence, sont des propositions sérieuses et bonnes pour tout le monde ; et enfin je pense qu'il serait bon d'encourager et d'aider M. Ban Ki-moon à montrer l'exemple et à montrer plus de respect pour les nouvelles générations en l'encourageant à ne pas terminer son mandat]. Je ne partage pas toutes les positions de politique étrangère de la France et/ou des USA, mais si c'était le cas, je ne serais peut-être pas la personne qu'il faut choisir pour devenir UNSG.

2) Comment vous pourriez aider à résoudre mes problèmes légaux.

Je ne peux pas vous parler de mes propositions et de ma candidature au poste d'UNSG sans vous parler des injustices dont j'ai été (et continue d'être) victime en France et aux USA car ce sont elles (ou leurs conséquences) qui ont motivé mon travail (à l'origine) et ensuite qui m'ont permis de faire les propositions. Et aussi car je suis à cause de ces nombreuses injustices **très pauvre** (au RSA). D'abord, mon licenciement de l'Essonne en 1993 s'est soldé par une bataille juridique de 1998 à 2001 que j'ai perdue (1) à cause de nombreuses tricheries de l'Essonne, de la justice et plus généralement de l'administration, (2) à cause de la malhonnêteté de l'AJ et de l'obligation du ministère d'avocat, et aussi (3) à cause du silence des politiciens que j'ai contactés à l'époque. Cette injustice a été mise en évidence **légalement** par mon statut de réfugié obtenu aux USA en 2002 **sur la base de violations des articles 6 et 3 de la convention européenne des droits de l'homme.**

Vous pouvez corriger (compenser) cette injustice sur la base du statut de réfugié que j'ai obtenu et/ou des arguments récents que j'ai mis en avant pour établir que l'AJ et l'obligation du ministère d'avocat violaient les droits fondamentaux des pauvres (voir PJ no 2). Et j'ai aussi commencé une nouvelle procédure pour dénoncer la malhonnêteté de l'AJ et de l'obligation du ministère d'avocat, du BAJ de Poitiers et de X avocats qui étaient désigné pour m'aider ([PJ no 5](#)), que vous pourriez aussi utiliser si nécessaire pour proposer un règlement à l'amiable. Enfin, j'ai aussi en cours une procédure devant la justice pénale, une plainte avec constitution de partie civile devant le juge d'instruction décrivant plusieurs délits [faux, usage de faux, entrave à la saisine de la justice, faux intellectuel, violation du secret bancaire, atteint à la vie privée (ou usage de données dans le but de troubler ma tranquillité...), recel de faux...] ; les principaux défendeurs de cette plainte sont une grande banque française et son DG à titre individuel, et les faits ont commencé en 1987 [voir PJ no 3, p. 13-14, 17-19 ; j'estime le dommage à plus de **6,5 millions d'euros** (et en augmentation d'environ **250 000 euros** par mois jusqu'à la résolution de l'affaire) parce que ce faux et usage de faux par la banque ont facilité, selon les évidences, mon licenciement de l'Essonne et ont contribué à m'empêcher de retrouver un travail après].

Depuis 2011, la banque et son DG utilise cette dette pour troubler ma tranquillité et porter atteinte à mon honneur (ils ont admis avoir fait une erreur, mais refuse de me dire quelle erreur, de m'envoyer les documents et informations qui pourraient m'aider à établir leurs fautes, et enfin refuse d'admettre que le contrat est nécessairement un faux, voir PJ no 3 p. 18-19). **Une des compensations que je demande est le paiement des 20 ans de salaires et de cotisations de retraite que j'ai perdus** (la reconstitution de ma carrière dans l'administration, en quelque sorte), donc vous et cette grande banque et son DG pourriez éventuellement joindre vos forces **pour compenser le grave préjudice que j'ai subi et pour proposer une compensation en relation avec le grave préjudice que j'ai souffert sur 20 ans.** Enfin, comme vous le verrez dans ma lettre à Libération, j'ai été aussi victime de graves injustices aux USA. Ils m'ont notamment mis en prison et **expulsé avec un ordre d'expulsion rempli de mensonges** pour m'empêcher d'obtenir justice (et une compensation de plusieurs millions de dollars), et pour m'empêcher de finir mon livre. Là aussi vous pourriez m'aider à faire entendre raison à M. Obama un peu comme M. Sarkozy a aidé Mlle Cassez à être libérée [même si, bien sûr, mon cas est différent du sien].

3) Conclusion.

Ma plate-forme de propositions nous permettrait (1) de repartir sur de bonnes bases (dans les domaines de la gouvernance de l'internet et de la lutte contre le réchauffement climatique) après les échecs du WGIG en 2005 et de Copenhague en 2009, (2) de rechercher l'alternative au capitalisme de marché dont nous avons tant besoin pour de nombreuses raisons, (3) de résoudre les problèmes de désarmement nucléaire notamment ceux avec l'Iran et la Corée du Nord, et (4) de mettre en place une stratégie cohérente pour éradiquer la pauvreté et de définir de nouveaux objectifs en remplacement des objectifs du millénaire qui finissent bientôt 2015. Tout le travail que j'ai fait pendant les 20 dernières années m'a préparé à poser ma candidature au poste d'UNSG, et il rend ma

candidature légitime, je pense. Enfin, il est important d'encourager l'ONU à s'engager dans un stratégie à long terme pour résoudre nos problèmes globaux.

Bien sûr quelque que soit votre décision sur mes propositions, le travail que j'ai fait ne fait pas de moi un criminel, au contraire, il montre une forme de civisme et un intérêt évident pour les problèmes de la société, qui devraient encourager la France à admettre sa responsabilité dans les graves injustices dont j'ai été victime et à me compenser pour le grave préjudice qu'elle m'a causé. Je me permets donc de demander votre aide pour obtenir justice et pour que l'état compense le très grave préjudice que j'ai subi sur plus de 20 ans, ainsi que votre aide pour que les USA compensent aussi le grave préjudice que l'administration américaine m'a causé sur 10 ans environ. Vous pouvez le faire de différentes manières comme je l'explique plus haut, et si nécessaire, je peux vous donner plus de détails sur chacune des procédures que j'avais engagées aux USA et que j'ai faites en France.

En vous remerciant par avance de l'intérêt que vous porterez à mon courrier et ses pièces jointes, je vous prie d'agrérer, Cher Monsieur le Président, Cher Monsieur le Premier Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Pierre GENEVIER

Pièces jointes :

PJ no 1: Lettre envoyée à l'AG des Nations Unis le 14-1-11, [<http://pgenevier.luporz.com/npdf2/letungaBP-Pre1-12-11-4.pdf>].
PJ no 2: Lettre envoyée à Mme Taubira et M. Sapin le 18-3-13, [<http://pgenevier.luporz.com/npdf2/lettaubira-18-3-13.pdf>].
PJ no 3: Lettre envoyée à Libération le 25-4-13, [<http://pgenevier.luporz.com/npdf2/let-liberation-2-25-4-13.pdf>].
PJ no 4: Proposition de livre, [<http://pgenevier.luporz.com/npdf2/Book-Proposal-v3-1-10-11.pdf>].
PJ no 5: Ma demande d'AJ du 3-1-13 pour les problèmes de l'AJ, [<http://pgenevier.luporz.com/npdf2/demande-AJ-poitiers-3-1-13.pdf>].
PJ no 6: Lettre envoyée à Mme Taubira, M. Sapin et les présidents de groupes de l'AN le 25-4-13; [<http://pgenevier.luporz.com/npdf2/let-ministre-depute-2-25-4-13.pdf>].